

LOI D'EXCEPTION SUR LES ÉOLIENNES : BORNE ET PANNIER-RUNACHER DÉCLARENT LA GUERRE AUX FRANÇAIS

par LOUIS MARIN le 16/08/2022



C'est une véritable déclaration de guerre qui a été annoncée la semaine dernière au cœur des vacances d'été dans [le Monde](#) et [le Figaro](#) par la première Ministre Elisabeth Borne et sa Ministre de l'Energie Agnès Pannier-Runacher.

Le gouvernement s'apprête à soumettre aux votes des sénateurs et des députés son projet de loi d'exception sur l'installation des éoliennes et des renouvelables dont l'objectif affiché est de

multiplier le saccage des littoraux et des paysages ruraux en supprimant les voix de recours des citoyens et en facilitant l'atteinte aux espèces animales protégées et à la biodiversité. Oui vous avez bien lu ! L'objectif qui est dicté par la commission européenne est bien de permettre que les éoliennes puissent détruire plus facilement les espèces animales protégées. (source https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=PI_COM%3AC%282022%293219&qid=1653033569832)

La volonté gouvernementale est également de créer un ensemble de mesures visant à multiplier les éoliennes terrestres et littorales en corrompant les citoyens victimes des nuisances éoliennes par des "contreparties" financières ou même des baisses de factures d'électricité.

L'élément de langage instrumentalisé par le gouvernement est que la France n'aurait pas atteint ses "objectifs européens" dans le domaine des installations d'Énergies renouvelables éoliennes ou panneaux solaires. Elle est en effet sous le chantage de la commission européenne - largement infiltrée par les antinucléaires pro-éoliennes - qui la menace de sanctions de 500 millions d'euros de pénalités si elle n'installe pas plus d'éoliennes (ndlr : allemandes ou danoises). Cette loi est censée répondre à l'injonction européenne.

Mais, il faut rappeler que la France n'a absolument aucun retard en matière de renouvelable dans la mesure où notre pays est en réalité champion d'Europe de l'électricité décarbonée grâce à son nucléaire. Ce chantage est un véritable scandale qui n'a qu'un seul objectif : favoriser l'industrie allemande des renouvelables !

Pourtant ce projet édifiant - qui est une attaque grave à notre démocratie, aux valeurs de la République et à la charte constitutionnelle environnementale - consiste à mettre en place une dictature éolienne par laquelle les exploitants auraient tous les pouvoirs au détriment des français soumis au diktat d'une politique clairement rédigée par les cabinets d'avocats du lobby éolien.

Le gouvernement a tout faux et n'a pas encore bien intégré que cette politique d'installation d'éoliennes sera bientôt définitivement stoppée. Par ailleurs, il n'a pas encore réalisé qu'il n'avait vraiment pas intérêt à continuer dans cette voie de la trahison, car trois raisons majeures et simples expliquent que cette politique totalitaire est parfaitement inutile et criminelle en France.

La politique d'Energiwende Allemand est un échec retentissant

Nos voisins germains ont installé beaucoup d'énergies renouvelables (solaire ou éolien) atteignant même cette année jusqu'à 50% de production avec ces modes d'électricité. Pour autant selon les chiffres tirés du site electricitymap.org, avec la baisse de sa production électrique nucléaire et la nécessité d'avoir des centrales au charbon ou à la lignite lors des absences de soleil ou de vent,

l'Allemagne émet jusqu'à 10 fois plus de gaz à effet de serre que la France, se plaçant au rang des mauvais élèves dans le monde pour ses émissions de gaz à effet de serre et sa politique énergétique climaticide.

De son côté, avec son mix basé sur ses barrages et ses centrales nucléaires, la France n'émet que 40 à 50 g CO₂ / mWh en moyenne là où l'Allemagne avec son Energiewende émet entre 400 et 500 g CO₂ / mWh avec son mix éoliennes/charbon. Le modèle allemand est donc un échec retentissant et un exemple à ne pas suivre. Et pourtant nos gouvernants s'appuient sur ce modèle dépassé. Les éoliennes ne servent en aucun cas à décarboner notre pays.

La production des éoliennes est négligeable par rapport aux centrales nucléaires

Même si le gouvernement accélérât l'invasion sur le territoire français des éoliennes, leur productivité serait infime par rapport au nucléaire. Il faut rappeler que le facteur de charge des éoliennes a été en 2021 de moins de 22% là où une centrale en activité a un facteur de charge de l'ordre de 80%. En clair, pour compenser une puissance installée de nucléaire, il faut installer 3 fois plus de puissance éolienne. Pour remplacer la production annuelle de la centrale nucléaire de Fessenheim de l'ordre de 13TWh il faut, en étant optimiste, l'installation des 450 éoliennes prévues au large des côtes françaises de Dunkerque à Noirmoutier sans compter les centrales à gaz à installer pour venir en support lorsque le vent ne souffle pas au moment des pics de consommation.

La mobilisation du territoire maritime pour ces 450 éoliennes de 220 m de haut est de 500 km² là où pour une production théorique équivalente, la centrale de Fessenheim mobilise seulement 0,87 km² de surface artificialisée. Les éoliennes en mer mobilisent 500 fois la surface nécessaire pour une centrale nucléaire pour la même production électrique attendue. Pour compenser la centrale de Bugey prêt de Lyon, et en prenant des chiffres très optimistes de production des éoliennes en mer, il faudrait installer 900 éoliennes en mer mobilisant 1.000 km² de surface littoral. Le programme du Président Macron annoncé à Belfort est donc d'installer environ 4.000 éoliennes en mer sur 5.000 km² pour l'équivalent de seulement 10 km² mobilisés pour les centrales nucléaires. La production des éoliennes est absolument insignifiante par rapport à nos centrales nucléaires et contribue à la pénurie d'électricité tout en mobilisant des surfaces territoriales disproportionnées.

La politique d'installation d'éoliennes est dérisoire et a un coût astronomique

La cour des comptes, la commission d'enquête parlementaire de 2019, et la commission des finances de l'Assemblée Nationale ont évalué le coût pour la France de la politique d'installation

d'éoliennes. A ce jour, elles coûtent aux français entre 120 à 150 milliards d'euros sans compter le surplus du à l'explosion actuel du tarif spot. Pour autant en consultant les bases de données de la consommation d'Energie primaire par la Français en 2020 publié par [le Ministère de l'écologie](#), on peut constater avec effroi que les 8500 éoliennes installées en France n'ont assuré en 2020 que 1,6% de l'énergie primaire consommée en France là où le nucléaire a représenté sur la même période près de 40% de l'énergie primaire consommée et pour un coût largement inférieur à ce qui a déjà été engagé dans les éoliennes.

En clair si on multiplie par deux le nombre d'éoliennes en France, que l'on défigure les littoraux et paysages ruraux français, on peut espérer doubler la consommation d'énergie primaire en passant à seulement 3% ce qui aura un impact quasi nul pour notre consommation d'énergie primaire fossile et aura un effet dérisoire sur les émissions de gaz à effet de serre. Les éoliennes n'ont qu'un impact très limité en terme de production électrique mais considérable par la destruction du cadre de vie de millions d'habitants des communes rurales ou maritimes.

Tout cela pour ça !

Il est temps que le gouvernement français aveuglé par son incompetence, sa naïveté confondante dans le domaine énergétique et sa soumission au lobby éolien allemand cesse sa guerre aux français en voulant imposer coûte que coûte un modèle énergétique qui n'est pas celui de la France. Le gouvernement doit cesser de suivre le modèle de nos voisins qui ne rêvent que d'une chose : nous entrainer dans l'abîme de leur échec retentissant. Nous devons au contraire mobiliser toutes nos forces et nos finances pour développer au plus vite le nucléaire de demain qui garantira notre souveraineté énergétique et la solidité de notre réseau électrique.

Toute nouvelle éolienne installée en plus dans notre pays est un véritable acte de guerre et de trahison contre la France, ses paysages et son patrimoine culturel et énergétique. Ceux qui perdurent dans cette logique anti-française sont parfaitement identifiés et devront un jour, c'est certain, rendre des comptes pour le mal qu'ils font à notre pays.